

Type d'acte	An	Mois	Jour	N° Acte	Titre de l'Acte	Nomenclature	
ARR	2026	01	06	004	BARBOLAT ENVIRONNEMENT – Occupation temporaire du domaine public – Débroussaillage talus SNCF – Rue Marcel Paul	6.1	Police municipale

VILLE DE SAINT-VALLIER (DRÔME)
ARRÊTÉ DU MAIRE N°2026-004

Le Maire de la Commune de Saint-Vallier,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6,

VU le Code de la Route,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié et complété, relatif à la circulation routière,

VU la demande en date du 5 janvier 2026 de l'entreprise BARBOLAT ENVIRONNEMENT représentée par Monsieur CLERTANT Thibaut – TSA 70011 – 69134 DARDILLY CEDEX concernant l'entretien des talus de la voie SNCF, rue Marcel Paul à compter du 12 janvier 2026 et pour une durée de 10 jours..

CONSIDÉRANT que pour des raisons de sécurité, il y a lieu de réglementer le stationnement et la circulation,

ARRÊTE :

ARTICLE 1 : L'entreprise BARBOLAT ENVIRONNEMENT est autorisée à occuper le domaine public afin de réaliser des travaux de débroussaillage des talus de la voie SNCF, rue Marcel Paul à compter du 12 janvier 2026 et pour une durée de 10 jours.

ARTICLE 2 : Pour les besoins du chantier, la circulation sera réglementée de la façon suivante :

- Le stationnement sera interdit au droit du chantier
- Un alternat manuel sera mis en place si empiètement sur la chaussée,
- La vitesse sera limitée à 30 km/h

ARTICLE 3 : Les panneaux de signalisation, de stationnement, de déviation et de protection du chantier seront mis en place, entretenus et déposés par l'entreprise BARBOLAT ENVIRONNEMENT. Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation de son chantier de jour et de nuit. Il sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation. Une information sur les lieux sera mise en place 7 jours avant le début du chantier. La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté.

ARTICLE 4 : Toutes les mesures devront être prises par l'entreprise pour assurer la sécurité des piétons et l'accès aux riverains à leurs propriétés.

ARTICLE 5 : L'entreprise BARBOLAT ENVIRONNEMENT sera entièrement responsable de tous les accidents qui pourraient être le fait de son chantier. Sa responsabilité sera substituée à celle de l'administration dans le cas où cette dernière serait recherchée.

Le présent arrêté peut, dans un délai de deux mois, faire l'objet des voies de recours suivantes :

- recours gracieux
- recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Grenoble.

ARTICLE 6 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois en vigueur.

ARTICLE 7 : La Directrice Générale des Services de la Mairie de Saint-Vallier, les agents de la Police Municipale et le commandant de la Gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Vallier, le 6 janvier 2026

Jean-Louis BEGOT

1^{er} Adjoint en charge du cadre de vie, de la voirie,
de la propreté, des bâtiments et terrains municipaux



Le présent arrêté peut, dans un délai de deux mois, faire l'objet des voies de recours suivantes :

- recours gracieux
- recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Grenoble.